

CRÉDITS 2004-2005 : FAITS SAILLANTS

Le budget de dépenses 2004-2005 du portefeuille est de 175,6 M\$, soit une diminution de 31,2 M\$ ou de 15,1 % par rapport à 2003-2004.

Les compressions demandées au budget de dépenses du portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration » lors du dépôt des crédits visent à contribuer à l'assainissement des finances publiques.

Les choix budgétaires qui ont été effectués permettront de respecter les exigences du nouveau cadre financier tout en minimisant les impacts sur la qualité des services à la clientèle. En effet, le resserrement des dépenses administratives, l'attrition par la non-dotation des postes vacants et des départs à la retraite et l'abaissement des coûts d'infrastructure tels les loyers et la téléphonie permettront de réaliser des économies appréciables.

Les principales variations par rapport à l'exercice 2003-2004 sont résumées ci-dessous.

Programme 1 : Relations avec les citoyens et gestion de l'identité

L'enveloppe de ce programme diminue de 3,5 M\$ en 2004-2005. Près de 1,4 M\$ de cette baisse est attribuable à des réaménagements administratifs et à la fin des activités du Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis en 2003-2004. La rationalisation des activités de ce secteur permettra des économies de plus de 2,1 M\$ en 2004-2005.

Programme 2 : Immigration, intégration et régionalisation

Le budget de dépenses de ce programme diminue de 24,3 M\$ en 2004-2005 par rapport à 2003-2004. Toutefois, en considérant les modifications apportées pour l'exercice 2004-2005 à la formule du crédit au net, une somme additionnelle de 4,4 M\$ provenant de la tarification est disponible. La variation réelle est de 19,9 M\$.

La diminution de 19,9 M\$ s'explique notamment par une rationalisation des dépenses administratives au Ministère. En effet, la révision des façons de faire et le recours à un plus grand partenariat interministériel permettra des économies de près de 7,3 M\$. Par ailleurs, l'optimisation des processus liés au traitement et au suivi des demandes d'immigration, dont une utilisation accrue des nouvelles technologies, générera des économies approximatives de 5,0 M\$. Enfin, des économies de 7,6 M\$ seront effectuées au chapitre des programmes de transfert, dont une baisse de budget de 6,4 M\$ par année entraînée par l'harmonisation des allocations de formation avec les barèmes d'Emploi-Québec.

Programme 3 : Conseil et organismes de protection relevant du ministre (CRI, CAI, CDPDJ, OPC)

Le maintien du budget est le reflet de la volonté du gouvernement d'offrir la possibilité aux citoyens de faire appel, au besoin, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels ou aux droits des consommateurs.

Programme 4 : Curateur public

La diminution de 3,1 M\$ au budget 2004-2005 est compensée par une hausse équivalente des crédits renouvelables, compte tenu des modifications au Règlement de tarification du Curateur public (C-81, r-1). De nouvelles règles de tarification ont été établies afin de mieux refléter le coût de revient et les tarifs en vigueur sur le marché. Le budget total du Curateur public demeurera ainsi à son niveau de 2003-2004 (36,8 M\$).

CRÉDITS 2004-2005 : FAITS SAILLANTS

Programme 5 : Condition féminine

Le budget global de ce programme, qui comprend le Conseil du statut de la femme et le Secrétariat à la condition féminine, a été maintenu.

Quant au **budget d'investissements**, il a été augmenté de 0,8 M\$ en 2004-2005.

Le budget d'investissements est principalement utilisé par le ministère et les organismes relevant du ministre pour le renouvellement du parc informatique ainsi que pour le développement en ressources informationnelles. Pour l'exercice financier 2004-2005, un montant additionnel a été prévu pour la prestation de services en ligne, notamment la mise en place, dans Internet, de cours de français langue seconde.

Sur un budget d'investissements en immobilisations de 12,7 M\$, une somme de 9,2 M\$ sera consacrée par le Curateur public à la poursuite de la modernisation de son infrastructure technologique en 2004-2005.

CRÉDITS 2004-2005

PROGRAMME 1 : RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET GESTION DE L'IDENTITÉ

CRÉDITS 2004-2005

	Budget de dépenses (^{'000} \$)	Moins : Amortissement (^{'000} \$)	Plus : Investissements (^{'000} \$)	Crédits (^{'000} \$)
Programme 1 Relations avec les citoyens et gestion de l'identité				
1. Relations avec les citoyens et planification	16 487,0	320,3	126,2	16 292,9
2. Identité, accès et prestation des services	3 054,7	-	-	3 054,7
	19 541,7	320,3	126,2	19 347,6
Moins : Crédits permanents Loi visant à favoriser le civisme				468,4
Crédits reportés				-
Crédits à voter				18 879,2

COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2004-2005 ET 2003-2004

Programme 1	2004-2005 (^{'000} \$)	2003-2004 (^{'000} \$)	Variation (^{'000} \$) %	
Élément 1 : Relations avec les citoyens et planification				
Rémunération	12 380,3	12 983,3	(603,0)	(4,6)
Fonctionnement	1 895,3	2 726,0	(830,7)	(30,5)
Transfert	2 211,4	3 366,4	(1 155,0)	(34,3)
Total partiel	16 487,0	19 075,7	(2 588,7)	(13,6)
Élément 2 : Identité, accès et prestation des services				
Rémunération	2 506,7	2 829,4	(322,7)	(11,4)
Fonctionnement	498,0	1 048,0	(550,0)	(52,5)
Transfert	50,0	50,0		
Total partiel	3 054,7	3 927,4	(872,7)	(22,2)
Total	19 541,7	23 003,1	(3 461,4)	(15,0)

	Nom du fichier : P1_Q1
	Dernière mise à jour : 2004-04-08
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières	Page 1 sur 5

CRÉDITS 2004-2005

PROGRAMME 2 : IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION

CRÉDITS 2004-2005

	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)
Programme 2 Immigration, intégration et régionalisation				
1. Immigration	4 722,4	-	67,0	4 789,4
2. Intégration et régionalisation	58 059,2	-	202,0	58 261,2
3. Direction et services administratifs	26 920,8	2 551,7	2 924,0	27 293,1
	89 702,4	2 551,7	3 193,0	90 343,7
Moins : Crédits permanents				9,6
Crédits reportés				-
Crédits à voter				90 334,1

COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2004-2005 ET 2003-2004

Programme 2	2004-2005	2003-2004	Variation	
	('000 \$)	('000 \$)	('000 \$)	%
Élément 1 : Immigration				
Rémunération	4 429,8	10 902,1	(6 472,3)	(59,4)
Fonctionnement	292,6	292,6		
Transfert				
Total partiel	4 722,4	11 194,7	(6 472,3)	(57,8)
Élément 2 : Intégration et régionalisation				
Rémunération	35 845,9	37 617,5	(1 771,6)	(4,7)
Fonctionnement	7 534,5	7 779,5	(245,0)	(3,1)
Transfert	14 678,8	22 190,8	(7 512,0)	(33,9)
Total partiel	58 059,2	67 587,8	(9 528,6)	(14,1)
Élément 3 : Direction et services administratifs				
Rémunération	12 038,6	12 764,9	(726,3)	(5,7)
Fonctionnement	14 522,2	21 970,3	(7 448,1)	(33,9)
Transfert	360,0	460,0	(100,0)	(21,7)
Total partiel	26 920,8	35 195,2	(8 274,4)	(23,5)
Total	89 702,4	113 977,0	(24 275,3)	(21,3)

	Nom du fichier : P1_Q1
	Dernière mise à jour : 2004-04-08
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières	Page 2 sur 5

CRÉDITS 2004-2005

PROGRAMME 3 : CONSEIL ET ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE
CRÉDITS 2004-2005

	Budget de dépenses (^{'000} \$)	Moins : Amortissement (^{'000} \$)	Plus : Investissements (^{'000} \$)	Crédits (^{'000} \$)
Programme 3 Conseil et organismes de protection relevant du ministre				
1. Office de la protection du consommateur	7 636,1	141,1	34,4	7 529,4
2. Commission d'accès à l'information	4 181,8	42,1	12,0	4 151,7
3. Conseil des relations interculturelles	695,4	8,0	3,0	690,4
4. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	12 957,8	87,8	321,0	13 191,0
	25 471,1	279,0	370,4	25 562,5
Moins : Crédits permanents				-
Crédits reportés				-
Crédits à voter				25 562,5

COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2004-2005 ET 2003-2004

Programme 3	2004-2005 (^{'000} \$)	2003-2004 (^{'000} \$)	Variation (^{'000} \$) %	
Élément 1 : Office de la protection du consommateur				
Rémunération	5 960,6	6 120,6	(160,0)	(2,6)
Fonctionnement	1 675,5	1 740,5	(65,0)	(3,7)
Transfert	-	75,0	(75,0)	(100)
Total partiel	7 636,1	7 936,1	(300,0)	(3,8)
Élément 2 : Commission d'accès à l'information				
Rémunération	3 305,0	3 305,0		
Fonctionnement	876,8	876,8		
Transfert	-	-		
Total partiel	4 181,8	4 181,8		
Élément 3 : Conseil des relations interculturelles				
Rémunération	550,2	550,2		
Fonctionnement	145,2	145,2		
Transfert	-	-		
Total partiel	695,4	695,4		
Élément 4 : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse				
Rémunération	10 012,1	10 012,1		
Fonctionnement	2 945,7	2 945,7		
Transfert	-	-		
Total partiel	12 957,8	12 957,8		
Total	25 471,1	25 771,1	(300,0)	(1,2)

	Nom du fichier : P1_Q1
	Dernière mise à jour : 2004-04-08
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières	Page 3 sur 5

C R É D I T S 2004-2005

CRÉDITS 2004-2005

PROGRAMME 4 : CURATEUR PUBLIC

CRÉDITS 2004-2005

	Budget de dépenses ('000 \$)	Moins : Amortissement ('000 \$)	Plus : Investissements ('000 \$)	Crédits ('000 \$)
Programme 4 Curateur public				
1. Curateur public	33 760,3	2 100,0	9 200,0	40 860,6
Moins :				-
Crédits permanents				-
Crédits reportés				-
Crédits à voter				40 860,6

COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2004-2005 ET 2003-2004

	2004-2005 ('000 \$)	2003-2004 ('000 \$)	Variation ('000 \$) %	
Programme 4				
Élément 1 : Curateur public				
Rémunération	25 630,3	27 630,3	(2 000,0)	(7,2)
Fonctionnement	8 030,0	9 081,2	(1 051,2)	(11,6)
Transfert	100,0	100,0		
Total	33 760,0	36 811,5	(3 051,2)	(8,3)

	Nom du fichier : P1_Q1
	Dernière mise à jour : 2004-04-08
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières	Page 4 sur 5

C R É D I T S 2004-2005

CRÉDITS 2004-2005

PROGRAMME 5 : CONDITION FÉMININE

CRÉDITS 2004-2005

	Budget de dépenses (^{'000} \$)	Moins : Amortissement (^{'000} \$)	Plus : Investissements (^{'000} \$)	Crédits (^{'000} \$)
Programme 5				
Condition féminine				
1. Condition féminine	4 466,0	14,1	25,0	4 476,9
2. Secrétariat à la condition féminine	2 678,4	11,0	-	2 667,4
	7 144,4	25,1	25,0	7 144,3
Moins :				-
Crédits permanents				
Crédits reportés				181,4
Crédits à voter				6 962,9

COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2004-2005 ET 2003-2004

Programme 5	2004-2005 (^{'000} \$)	2003-2004 (^{'000} \$)	Variation	
			(^{'000} \$)	%
Élément 1 : Conseil du statut de la femme				
Rémunération	3 449,8	3 268,4	181,4	5,6
Fonctionnement	1 016,2	1 021,0	(4,8)	(0,5)
Transfert	-	-		
Total partiel	4 466,0	4 289,4	176,6	4,1
Élément 2 : Secrétariat à la condition féminine				
Rémunération	1 358,1	1 418,1	(60,0)	(4,2)
Fonctionnement	280,3	524,1	(243,8)	(46,5)
Transfert	1 040,0	1 040,0		
Total partiel	2 678,4	2 982,2	(303,8)	(10,2)
Total	7 144,4	7 271,6	(127,2)	(1,7)

	Nom du fichier : P1_Q1
	Dernière mise à jour : 2004-04-08
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières	Page 5 sur 5

FICHE EXPLICATIVE

DÉFINITION DES PROGRAMMES

Programme 1

Relations avec les citoyens et gestion de l'identité

Ce programme vise à assurer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État québécois. Il vise aussi à promouvoir l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ainsi qu'une société ouverte à la diversité et favorable au rapprochement interculturel.

(Ce programme représente 11,1 % du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration.)

Programme 2

Immigration, intégration et régionalisation

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, l'accueil et l'intégration économique, linguistique et sociale des immigrants. Il comprend également toutes les directions et tous les services à la gestion.

(Ce programme représente 51,1 % du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration.)

Programme 3

Conseil et organismes de protection relevant du ministre

Ce programme vise à permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels ou aux droits des consommateurs. Ce programme vise également à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration des immigrants et les relations interculturelles.

(Ce programme représente 14,5 % du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration.)

Programme 4

Curateur public

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou à l'État.

(Ce programme représente 19,2 % du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration.)

Programme 5

Condition féminine

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

(Ce programme représente 4,1 % du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration.)

Note: Les pourcentages sont basés sur le budget de dépenses 2004-2005 du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration excluant les fonds spéciaux (Ils ne comprennent pas le budget additionnel de 5 M\$ attribué lors du Discours sur le budget 2004-2005), le crédit au net et le budget d'investissements.

Préparée par : Ghislaine Bernatchez	(514) 873-1565 poste20132	Nom du fichier : Definition programmes
Validée par : Danielle Ferland	(514) 873-1565 poste 20129	Dernière mise à jour : 2004-03-23
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières		Page 1 sur 1

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION
PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

SECTEUR PLANIFICATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION¹

Objectifs généraux

- Coordonner l'orientation et l'évaluation de la démarche de modernisation du Ministère en concertation avec l'ensemble des unités administratives; assurer la qualité des données officielles et la rigueur des recherches et études ministérielles.
- Réaliser le suivi de la dynamique démographique et de ses composantes de même que des mesures pouvant l'influencer.
- Promouvoir et favoriser la compréhension de même que le respect des droits et libertés de la personne et de la représentation équitable de la diversité dans toutes les sphères de la société; soutenir des actions visant l'élimination du racisme et de la discrimination et contribuer ainsi à la pleine participation de l'ensemble des citoyens.
- Offrir des services d'intégration et de francisation visant à permettre aux nouveaux arrivants de s'inscrire dans les réseaux francophones de la société québécoise, de remplir leurs obligations civiques et de contribuer au développement de leur milieu.
- Favoriser l'attraction et l'établissement durable des immigrants dans les régions hors du Montréal métropolitain et dans la Capitale-Nationale afin que l'ensemble du Québec bénéficie de l'apport de l'immigration.

Modes d'intervention

- Offre d'une **expertise-conseil** en matière de gestion axée sur les résultats et élaboration pour le Ministère d'outils appropriés afin de répondre aux exigences du nouveau cadre de gestion (planification stratégique, évaluation de programme, amélioration de la qualité des services, reddition de comptes et gestion des risques).
- Développement d'une **vision prospective** (recherche, diffusion des connaissances et rayonnement du Ministère, exploitation des sources de données statistiques, veille stratégique et prospective) permettant de combler les besoins de connaissances et d'information sur les problématiques.
- Conception et mise en œuvre des **outils de suivi de la dynamique démographique**.
- **Promotion des droits démocratiques et lutte contre le racisme et la discrimination** (la Semaine québécoise des rencontres interculturelles, les Prix québécois de la citoyenneté et l'Hommage au civisme).
- Développement de l'**expertise en matière de relations interculturelles** et d'aménagement de la diversité.
- **Information sur les services d'immigration et d'intégration** donnée en divers lieux (à l'aéroport, dans les carrefours d'intégration) ou par différents modes de prestation (sur place, par téléphone, par Internet, par la poste ou par le biais de documents d'information).
- **Services liés aux parcours d'intégration des immigrants** à la société québécoise, plus particulièrement :
 - le soutien aux premières démarches d'établissement (sessions d'information individuelles et de groupes, établissement du parcours d'intégration de l'immigrant en fonction de ses besoins et, le cas échéant, référence aux partenaires pour l'obtention des services appropriés);

¹ Le secteur Planification et Relations avec les citoyens est devenu le secteur Planification, Intégration et Régionalisation en décembre 2003.

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 1 sur 7

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION
PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- les services de francisation (formation à temps plein et à temps partiel dans les carrefours d'intégration, services de francisation en milieu de travail, diffusion en ligne d'outils d'apprentissage du français, référence à des établissements d'enseignement supérieur pour les clientèles plus scolarisées, référence à des ONG, allocations de soutien à la formation des immigrants, instrumentation des partenaires);
 - le soutien à l'intégration sociale et économique (recherche de logement, activités visant la préparation à l'obtention d'un emploi, délivrance d'évaluations comparatives des études effectuées à l'extérieur du Québec, conseils aux projets d'affaires, sessions d'information sur les codes et valeurs de la société québécoise, instrumentation des partenaires);
 - les services d'accompagnement pour l'établissement en région (information aux immigrants et aux intervenants régionaux, soutien à l'insertion professionnelle, rencontres avec les intervenants régionaux axées sur la détermination des besoins régionaux en main-d'œuvre et de critères éventuels de sélection des immigrants).
- **Avis et information aux institutions québécoises en matière d'immigration et d'intégration** (information, formation des partenaires et soutien visant l'appropriation, par ceux-ci, de l'expertise liée à l'intégration des immigrants et une meilleure connaissance de leurs besoins spécifiques).

SECTEUR IMMIGRATION

Objectifs généraux

- Recruter, sélectionner et informer les candidats à l'immigration temporaire et permanente au Québec, notamment en fonction des besoins particuliers de chacune des régions, incluant la Capitale-Nationale et Montréal; s'assurer du respect des exigences réglementaires pour les immigrants sélectionnés et soutenir les partenaires dans la détermination ou la révision de l'admissibilité des demandeurs d'asile aux services gouvernementaux.
- Favoriser la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard.
- Assurer une meilleure adéquation entre la sélection économique (travailleurs et gens d'affaires) et les besoins du Québec.
- Renforcer les interventions du Québec en matière d'immigration humanitaire.

Modes d'intervention

- **Promotion à l'étranger** en vue de recruter et de sélectionner des personnes dont le profil correspond aux besoins et à la capacité d'accueil des régions du Québec, incluant la Capitale-Nationale et Montréal.
- **Information** sur les processus d'immigration permanente ou temporaire donnée **aux candidats à l'immigration**, aux résidents du Québec désirant souscrire un engagement pour faciliter la venue d'un proche, aux entreprises souhaitant embaucher un travailleur étranger ainsi qu'aux établissements d'enseignement concernant les étudiants étrangers.
- **Soutien aux établissements d'enseignement postsecondaire des régions** dans leurs efforts de promotion et de recrutement des étudiants étrangers.
- **Identification auprès des entreprises et des régions des besoins en main-d'œuvre étrangère ainsi que des occasions d'affaires.**
- **Traitement des demandes d'immigration** permanente, de travail temporaire, d'études, d'engagement, de validation d'emplois temporaires et d'offres d'emplois assurées ainsi que la délivrance des certificats de sélection et d'acceptation.
- Soutien et conseil aux candidats sélectionnés.

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 2 sur 7

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION
PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

SECTEUR RELATIONS AVEC LES CITOYENS²

Objectifs généraux

- Fournir, à titre de diffuseur et d'éditeur officiel, une information gouvernementale tenant compte des besoins des citoyens selon le mode d'accès de leur choix.
- Favoriser l'accessibilité et la cohérence des communications gouvernementales pour les citoyens en élaborant des normes et des politiques, en coordonnant des activités et en fournissant de l'aide-conseil en communication ainsi qu'en information documentaire aux ministères et organismes du gouvernement.
- Contribuer au renouvellement et à la modernisation de la prestation des services publics de première ligne, notamment par la simplification des démarches pour les citoyens.

Modes d'intervention

- **Information à la population** sur les services et programmes du gouvernement (production et diffusion par l'entremise du réseau de Communication-Québec, du portail gouvernemental et de ses portails régionaux).
- **Édition et diffusion des publications officielles et ministérielles** par les Publications du Québec.
- **Normalisation des communications gouvernementales** (ex. : l'utilisation du drapeau et des emblèmes du Québec, la publicité gouvernementale et l'identification visuelle).
- **Coordination des communications gouvernementales en situation d'urgence.**
- Élaboration et coordination de la mise en œuvre de **systèmes visant la simplification des démarches pour les citoyens** (ex. : le système québécois de changement d'adresse).

SECTEUR IDENTITÉ, ACCÈS ET PRESTATION DE SERVICES

Objectif général

- Coordonner la mise en œuvre des lois sur l'accès aux documents et sur la protection des renseignements personnels, conseiller et soutenir les ministères et les organismes dans ce domaine.
- Soutenir et conseiller les ministères et organismes publics en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels.
- Assurer l'intégrité de l'identité des citoyens inscrits à l'état civil et la délivrance sécuritaire des documents.
- Fournir à l'administration gouvernementale des services de conseil, des outils communs et d'encadrement en matière de diffusion de l'information et d'accessibilité aux programmes et aux services gouvernementaux par les inforoutes; veiller, de plus, à ce que soient disponibles le soutien technique et la formation nécessaires au développement et au maintien des sites gouvernementaux.
- Fournir aux ministères et organismes une expertise quant à la connaissance des besoins des citoyens en matière de prestation de services.

Modes d'intervention

- **Coordination et suivi du Plan d'action gouvernemental en matière de protection des renseignements personnels;** plus particulièrement le développement et le maintien de programmes de formation à l'intention des responsables et du personnel des ministères et organismes. Diffusion d'outils de gestion, d'outils de liaison et d'information à l'intention des responsables dans les ministères et organismes, afin de les soutenir dans l'accomplissement de leurs responsabilités et l'animation de deux réseaux regroupant les responsables ministériels.

² Le secteur a été créé en décembre 2003.

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 3 sur 7

FICHE EXPLICATIVE

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION
PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- **Application des articles du Code civil du Québec relatifs aux tâches et responsabilités qui sont confiées au Directeur de l'état civil et au ministre responsable de l'état civil,** notamment en assurant l'intégrité du registre de l'état civil, en procédant aux inscriptions prévues à la loi, en délivrant les autorisations à célébrer les mariages et en procédant à la délivrance sécuritaire des copies d'acte, des certificats et des attestations relatives au registre, dans le respect de la confidentialité des renseignements personnels.

BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE ET DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

Objectifs généraux

- **Secrétariat général, Direction du soutien aux organismes et Bureau de l'amélioration de la qualité**
 - Assister et conseiller la sous-ministre et les sous-ministres associés et adjoints dans la conduite des affaires courantes du Ministère et dans les relations avec le cabinet de la Ministre, le ministère du Conseil exécutif et les autres ministères et organismes;
 - Jouer, pour le Ministère, le rôle de registraire officiel et celui de responsable de l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
 - Coordonner les relations internationales, fédérales-provinciales et interministérielles du Ministère;
 - Assurer l'expertise et le soutien conseil en matière d'orientations, de législation et d'organisation administrative, dans le cadre des responsabilités de la ministre à l'égard de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, de l'Office de la protection du consommateur, du Curateur public, du Conseil du statut de la femme et de tout autre dossier spécifique se rapportant à la mission de ces organismes.
 - Coordonner l'application de la politique ministérielle de gestion des plaintes et traiter, en collaboration avec les gestionnaires, les plaintes qui lui sont adressées; analyser les plaintes, recueillir les commentaires et suggestions de la clientèle et du personnel et formuler des recommandations en vue de contribuer à l'amélioration de la qualité des services offerts par le Ministère.
- **Secrétariat à la condition féminine**
 - Soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- **Direction des affaires juridiques (ministère de la Justice)**
 - Offrir à l'organisation les avis, conseils et opinions juridiques dont il a besoin, participer à l'élaboration et à la modification de lois et règlements et représenter le Ministère devant les tribunaux.
- **Direction de la vérification interne et de la sécurité**
 - Appliquer la *Politique de vérification interne*, soutenir la haute direction du Ministère dans sa déclaration de fiabilité des résultats et des contrôles dans le rapport annuel de gestion, soutenir la haute direction, notamment en matière de contrôle, de normes, de sécurité de l'information électronique et d'analyse financière. Réaliser des enquêtes en vue d'assurer l'application de la législation sur l'immigration ou en vue de prévenir, de détecter ou de réprimer les infractions et assurer la sécurisation des processus de sélection et

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 4 sur 7

FICHE EXPLICATIVE

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

▪ Direction des affaires publiques et des communications

- Assister et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du Ministère en matière d'affaires publiques et de communication interne et externe, notamment par la préparation et la mise en œuvre globale de la programmation d'affaires publiques, la création et la mise en œuvre de publications, d'outils et de placement publicitaires, la coordination des réseaux Internet et intranet et l'application de la politique linguistique, ainsi que gérer le Centre de documentation et le Centre de gestion documentaire.

▪ Direction des ressources humaines

- Assister et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du Ministère dans la gestion des ressources humaines, notamment en matière de planification stratégique de la main-d'œuvre, de dotation des emplois réguliers et occasionnels, d'organisation administrative, de gestion des relations du travail, de gestion de la rémunération et des avantages sociaux, de développement organisationnel, de formation des personnes et de l'administration du Programme d'accès à l'égalité en emploi.

▪ Direction générale de l'administration

- Soutenir et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du Ministère en matière de gestion de ressources financières (planification budgétaire, défense des crédits, etc.), matérielles (gestion des baux, des télécommunications et des approvisionnements) et informationnelles (planification, gestion et exploitation de l'infrastructure technologique, développement et entretien des systèmes et soutien aux utilisateurs).

Modes d'intervention

▪ Secrétariat général, Direction de soutien aux organismes et Bureau de l'amélioration de la qualité

- **Coordonner et assurer la préparation et le suivi des réunions du Bureau de la sous-ministre (BSM) et des réunions de la sous-ministre avec la ministre;**
- **Assurer la liaison** avec le ministère du Conseil exécutif ainsi que la gestion des affaires liées à l'agenda gouvernemental et au calendrier parlementaire. Orienter et coordonner le cheminement des mandats en provenance du cabinet et de la sous-ministre, de l'appareil gouvernemental, de ministères et organismes, de la population;
- **Assurer l'étude, l'analyse et le suivi des dossiers relatifs aux relations fédérales-provinciales, interprovinciales et internationales;** assurer la **coordination des relations ministérielles** avec les ministères et organismes;
- Administrer, pour le Ministère, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- **Traiter les plaintes** conformément à la *Politique ministérielle de gestion des plaintes* et assurer la coordination ministérielle du dossier des plaintes;
- **Faire part des suggestions de la clientèle et du personnel** aux autorités et formuler des recommandations dans le but d'améliorer la qualité des services offerts par le Ministère.

▪ Secrétariat à la condition féminine

- **Produire de la recherche et des analyses**, sous forme d'avis, de publications et de participation à des groupes de travail;

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 5 sur 7

FICHE EXPLICATIVE

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- Contribuer au positionnement stratégique du Québec sur la scène intergouvernementale canadienne et internationale en lien avec le mandat;
 - Développer et instaurer, dans les pratiques gouvernementales, l'analyse différenciée selon les sexes;
 - Administrer le programme de soutien financier *À égalité pour décider*.
- **Direction des affaires juridiques**
 - Fournir les avis, opinions et conseils juridiques portant sur les lois et règlements dont l'application incombe au Ministère ainsi que sur toute question liée à ses activités;
 - Participer à l'élaboration ou à la modification des lois et règlements sous la responsabilité de la ministre et du Ministère; en assurer la rédaction ainsi que celle de certains décrets et arrêtés ministériels;
 - Vérifier les ententes ou contrats, leur conformité aux lois et règlements pertinents, à l'occasion en rédiger et participer aux négociations;
 - Assumer la représentation de la ministre lorsque ses décisions sont contestées devant les tribunaux du Québec et agir comme conseiller auprès des directions des contentieux du Procureur général du Québec lorsque des recours sont intentés contre la ministre devant les tribunaux judiciaires.
 - **Direction de la vérification interne et de la sécurité**
 - Informer et conseiller la sous-ministre sur la conformité des activités du Ministère eu égard aux lois, aux règlements et aux procédures en vigueur et l'assurer que les ressources humaines, matérielles et informationnelles sont administrées avec économie, efficience et efficacité;
 - Fournir des recommandations, des conseils et du soutien en matière notamment de contrôle, de sécurité de l'information électronique et d'analyse financière;
 - Vérifier l'authenticité, la validité et la véracité des renseignements et des documents officiels présentés au Ministère pour l'obtention de ses services;
 - Vérifier l'habilitation sécuritaire d'employés occupant des postes désignés;
 - Assumer les aspects d'enquête, de prévention et de préparation des poursuites liées aux infractions criminelles et aux infractions pénales prévues à la Loi sur l'immigration au Québec;
 - Assurer la sécurisation des opérations liées à l'immigration et à l'intégration des immigrants, ainsi que l'assistance au Directeur de l'état civil en matière de sécurité et d'enquête.
 - **Direction des affaires publiques et des communications**
 - Élaborer des stratégies de communication et d'affaires publiques et en coordonner la mise en œuvre auprès du personnel, des clientèles et de la population en général sur la loi, la mission, les objectifs, les politiques, les programmes, les services et les activités du Ministère.
 - Assurer la gestion de la diffusion des documents de nature privée ou publique qui sont conservés au Centre de documentation et au Centre de gestion documentaire.

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 6 sur 7

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION
PAR SECTEUR ET PAR DIRECTION GÉNÉRALE

- **Direction des ressources humaines**
 - Assurer les services de **développement, d'aide aux employés, d'accès à l'égalité, de paie, de gestion des avantages sociaux, de relations de travail, d'organisation administrative et de dotation**, et élaborer les **politiques de gestion des ressources humaines**.

- **Direction générale de l'administration**
 - **Planifier et coordonner les activités liées au budget, au contrôle des engagements et des dépenses et à la préparation des états financiers**; proposer et implanter un **plan de gestion financière**, procurer aux unités administratives les espaces, les biens et les services requis;
 - Assurer le développement, l'exploitation et l'entretien des **systèmes d'information du Ministère**; assurer la gestion du **parc informatique du Ministère**;
 - Assurer les **liaisons nécessaires avec les organismes centraux et les autres ministères et organismes du gouvernement en matière de ressources financières, matérielles et informationnelles**.

	Nom du fichier : 3_OBJ.DPS
	Dernière mise à jour : 2004-03-16
Secteur ou direction responsable : Planification, Intégration et Régionalisation	Page 7 sur 7